

Avis du 14 décembre 2021
concernant un projet d'arrêté royal relatif à l'enregistrement des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dans le registre public des réviseurs d'entreprises et à la supervision publique, au contrôle de qualité et à la surveillance des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers

A. Introduction

1. Monsieur Pierre-Yves DERMAGNE, Vice-Premier ministre et ministre de l'Economie et du Travail, a demandé, par un courrier daté du 22 septembre 2021, au Conseil supérieur d'émettre un avis sur un *projet d'arrêté royal relatif à l'enregistrement des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dans le registre public des réviseurs d'entreprises et à la supervision publique, au contrôle de qualité et à la surveillance des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers*.

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis au Conseil supérieur traite spécifiquement des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers. Le projet fixe plus particulièrement les règles pour leur enregistrement (de manière distincte) dans le registre public des réviseurs d'entreprises, ainsi que les règles en matière de supervision publique, de contrôle de qualité et de surveillance de cette catégorie de professionnels.

En effet, le législateur a prévu la possibilité d'une mention distincte des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers en cette qualité dans le registre public des réviseurs d'entreprises et laissé au Roi le soin de fixer les règles applicables (article 10, § 3, de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, ci-après : la loi du 7 décembre 2016).

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à remplacer l'actuel arrêté royal du 3 septembre 2010¹, pris en exécution de la loi entre-temps abrogée du 22 juillet 1953 créant un

¹ Arrêté royal du 3 septembre 2010 relatif à l'inscription des contrôleurs et entités d'audit des pays tiers au registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et à la supervision publique, au contrôle de qualité et à la surveillance des contrôleurs et entités d'audit des pays tiers, *Moniteur belge* du 15 septembre 2010.

Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007.

2. Le Conseil supérieur des Professions économiques a pour mission légale de contribuer au développement du cadre légal et réglementaire applicable aux professions économiques, notamment par la voie d'avis ou de recommandations, émis d'initiative ou sur demande et adressés au Parlement, au Gouvernement, au Collège de supervision des réviseurs d'entreprises ou aux organisations professionnelles représentant les professions économiques.

Le Conseil supérieur doit plus particulièrement être consulté sur tout arrêté pris en exécution de la loi relative à la profession de réviseur d'entreprises.²

Le rôle du Conseil supérieur consiste à veiller au respect de l'intérêt général et des exigences de la vie sociale dans l'exercice des missions, ainsi qu'à s'assurer que les arrêtés royaux répondent à l'esprit de la loi et assurent la sécurité juridique voulue.

Le Roi doit motiver de façon explicite toute dérogation à un avis unanime du Conseil supérieur.

Le Conseil supérieur doit émettre les avis qui lui sont demandés dans les trois mois, dans le cas d'espèce, pour le 22 décembre 2021 au plus tard (article 80, alinéas 1er et 3, de la loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal).

3. Eu égard au rôle confié par le législateur au Collège de supervision des réviseurs d'entreprises (CSR) (ci-après : le Collège), dans le domaine de la supervision publique, du contrôle de qualité et de la surveillance, le Conseil supérieur a pris l'initiative de consulter le Collège au sujet du projet d'arrêté royal soumis pour avis. A cet effet, le Conseil supérieur a adressé, en date du 6 octobre 2021, un courrier à la Présidente du Collège, Madame Bénédicte VESSIÉ.

Par son courrier du 19 novembre 2021, le Collège a réagi à cette initiative du Conseil supérieur. Dans un souci d'exhaustivité, ce courrier du Collège est annexé au présent avis.

Dans son courrier du 19 novembre 2021, le Collège exprime tout d'abord sa préoccupation au sujet de trois éléments importants, plus précisément le fait que le texte en projet ne ferait pas toujours une distinction claire entre les décisions « individuelles » et les décisions « réglementaires », ensuite, la question de savoir si les décisions « réglementaires » concernant l'équivalence du cadre normatif ne devraient pas relever plutôt de la compétence du Collège, moyennant une procédure d'avis au niveau de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (ci-après : l'IRE ou l'Institut), et enfin, le fait que la rédaction de certains passages du texte en projet serait insuffisamment précise.

² Cette mission découle des articles 79 et 80 de la loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal.

Ensuite, le Collège formule une série d'observations ponctuelles sur le texte en projet ; elles concernent :

- le régime de suppression de l'enregistrement des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers;
- la décision concernant l'équivalence du cadre normatif ;
- les informations à communiquer par le contrôleur d'un pays tiers à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises dans le cadre de sa demande d'enregistrement ;
- la demande annuelle de l'IRE aux contrôleurs/entités d'audit de pays tiers de confirmer, d'adapter ou de compléter les informations reprises dans le registre public ;
- les conditions d'enregistrement d'entités d'audit de pays tiers relatives à l'honorabilité de l'organe d'administration ;
- les conditions d'exemption du système de contrôle de qualité ;
- les délais de décision en cas de demande d'enregistrement simplifié.

B. Portée et contexte du projet soumis pour avis

4. Avant d'examiner la portée du projet soumis pour avis, le Conseil supérieur estime qu'il est nécessaire de rappeler le cadre légal et réglementaire applicable aux contrôleurs/entités d'audit de pays tiers.

Les dispositions légales et réglementaires découlent de la transposition en droit belge de règles européennes, plus particulièrement, des articles 45 et 46 de la **directive européenne 2006/43/CE** (la directive « audit »³). En effet, étant donné les relations étroites entre les marchés de capitaux, l'Europe souligne la nécessité de veiller également à la qualité des travaux réalisés par les contrôleurs de pays tiers dès que l'intérêt du marché de capitaux communautaire est en jeu. D'où la nécessité d'inscrire certains contrôleurs/entités d'audit de pays tiers actifs dans des Etats membres de l'UE dans un registre et de les identifier en tant que tels.

La réglementation européenne de 2006 avait initialement été intégrée dans la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007. Or, dans le cadre de la réforme européenne de l'audit, en 2014, la directive « audit » susvisée a été affinée et la transposition des nouvelles règles européennes a été réalisée par la loi du 7 décembre 2016.

5. La **loi du 7 décembre 2016** définit les « contrôleurs/entités d'audit de pays tiers » en son article 3, 6°, comme suit :

³ Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil, adaptée dernièrement par la Directive 2014/56/UE du 16 avril 2014, JO. L du 27 mai 2014, L 158, 196.

Article 3 de loi du 7 décembre 2016

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

(...)

6° contrôleur ou entité d'audit de pays tiers : une personne physique ou une entité, quelle que soit sa forme juridique autre qu'une personne physique, qui réalise le contrôle des comptes annuels ou consolidés d'une entreprise ayant son siège social dans un pays tiers et qui n'est pas agréé en tant que contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit dans un autre Etat membre ;

(...)

En ligne avec le dispositif du législateur européen, le législateur belge précise les conditions dans lesquelles les contrôleurs/entités d'audit de pays tiers sont tenus de demander un enregistrement (distinct) dans le registre public en Belgique. Le législateur laisse au Roi le pouvoir de déterminer les règles applicables à l'enregistrement dans le registre public, à la supervision publique, au contrôle de qualité et à la surveillance des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers (article 10, § 3, de la loi du 7 décembre 2016) :

Article 10, § 3, de loi du 7 décembre 2016

*§ 3. Le Roi fixe les règles relatives à l'enregistrement au registre public comme contrôleur ou entité d'audit de pays tiers, à la **supervision externe**, au **contrôle de qualité** et à la **surveillance** des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers qui présentent un rapport d'audit concernant les comptes annuels ou les comptes consolidés d'une société constituée en dehors de l'Union européenne et dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé en Belgique, au sens de l'article 4, alinéa 1er, point 14), de la directive 2004/39/CE sauf lorsque l'entreprise en question est une entité qui émet uniquement des titres de créance en circulation auxquels l'un des cas de figure suivants s'applique:*

- a) ils ont été admis avant le 31 décembre 2010 à la négociation sur un marché réglementé, au sens de l'article 2, alinéa 1er, point c), de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil, et leur valeur nominale unitaire, à la date d'émission, est au moins égale à 50.000 euros ou, pour les titres de créance libellés dans une devise autre que l'euro, au moins équivalente à 50.000 euros à la date d'émission ;*
- b) ils sont admis à partir du 31 décembre 2010 à la négociation sur un marché réglementé, au sens de l'article 2, alinéa 1er, point c), de la directive 2004/109/CE, et leur valeur nominale unitaire, à la date d'émission, est au moins égale à 100.000 euros ou, pour les titres de créance libellés dans une devise autre que l'euro, au moins équivalente à 100.000 euros à la date d'émission.*

Les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers sont mentionnés en cette qualité dans le registre public de manière distincte. [mise en gras ajoutée par nos soins].

6. Les contrôleurs/entités d'audit de pays tiers qui présentent un rapport d'audit concernant les comptes annuels ou les comptes consolidés d'une société constituée en dehors de l'Union européenne et dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché

réglementé en Belgique, sont inscrits dans le registre public des réviseurs d'entreprises de manière distincte.

Les informations relatives aux contrôleurs/entités d'audit de pays tiers à mentionner au moins dans le registre public, sont énoncées aux articles 15 et 16 de l'**arrêté royal du 21 juillet 2017 relatif à l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises ainsi qu'à l'inscription et à l'enregistrement dans le registre public des réviseurs d'entreprises**.

L'article 19 de l'arrêté précité dispose que l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (IRE) ouvre un dossier au nom de chaque cabinet d'audit enregistré, contrôleur de pays tiers enregistré et entité d'audit de pays tiers enregistrée. Le dossier comprend les documents transmis lors de la demande d'enregistrement ainsi que certaines informations complémentaires, dont la mention suivant laquelle des prestations sont ou non effectuées pour des entités d'intérêt public en Belgique.

7. Les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers inscrits de manière distincte dans le registre public en Belgique, paient un montant couvrant les frais liés à leur enregistrement et au maintien de celui-ci. Ce montant est fixé annuellement par l'assemblée générale de l'IRE. L'article 4 de l'**arrêté royal du 22 février 2019 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises** (pris en exécution de l'article 26, al. 2, de loi du 7 décembre 2016) limite ce montant à 5.000 euros par an (indexé annuellement sur base de l'indice des prix à la consommation).

8. Dans l'attente d'un nouvel arrêté royal, à prendre en exécution de la loi du 7 décembre 2016 (article 10, § 3, al. 1er), l'actuel **arrêté royal du 3 septembre 2010 relatif à l'inscription des contrôleurs et entités d'audit des pays tiers au registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et à la supervision publique, au contrôle de qualité et à la surveillance des contrôleurs et entités d'audit des pays tiers** (*Moniteur belge* du 15 septembre 2010) reste d'application.

Cet arrêté royal, pris en exécution de l'ancienne loi du 22 juillet 1953, n'a pas encore été abrogé et est dès lors toujours d'application, pour autant que ses dispositions ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions légales. A l'époque, le projet d'arrêté a fait l'objet d'un avis⁴ du Conseil supérieur, en date du 4 mars 2010, émis à la demande du Ministre fédéral en charge de l'Economie à l'époque.

9. Le projet soumis pour avis vise la mise en exécution de l'article 10, § 3, de loi du 7 décembre 2016. Il importe, à ce titre, de souligner que le projet ne se limite pas à régler

⁴ CSPE, *Avis du 4 mars 2010 concernant un projet d'arrêté royal relatif à l'inscription des contrôleurs et entités d'audit des pays tiers au registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et à la supervision publique, au contrôle de qualité et à la surveillance des contrôleurs et entités d'audit des pays tiers*, <https://www.cspe-hreb.be/ysite/pdf/avis-4-mars-2010.pdf>

l'enregistrement matériel des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers, mais traite également du système de supervision (publique), de contrôle de qualité, de surveillance, d'enquêtes et de sanctions applicable.

Le **Titre 1er du projet** (articles 1 à 3) contient une série de définitions, mais rappelle avant tout que l'enregistrement des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers dans le registre public est une mission du Collège de supervision des réviseurs d'entreprises déléguée à l'Institut. Les modalités de cette délégation sont ensuite précisées.

Le projet opère une distinction entre, d'une part, l'enregistrement des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers (Titre 2) et, d'autre part, l'enregistrement simplifié des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers (Titre 3).

Le **Titre 2 du projet** (articles 4 à 19) établit plus particulièrement les conditions d'enregistrement, les modalités d'introduction d'une demande d'enregistrement, ainsi que l'éventuelle exemption du système de contrôle de qualité, tant pour le contrôleur (personne physique) que pour l'entité d'audit (quelle que soit sa forme juridique, autre qu'une personne physique) de pays tiers.

Le **Titre 3 du projet** (articles 20 à 33) établit les règles en cas d'enregistrement simplifié. En effet, la directive « audit » permet aux Etats membres de simplifier l'enregistrement de contrôleurs/entités d'audit de pays tiers, sous certaines conditions et sous réserve de réciprocité. La Belgique a retenu cette option, permettant ainsi à certains contrôleurs/entités d'audit de bénéficier d'une exemption totale ou partielle du système belge de supervision (publique), de contrôle de qualité, de surveillance, d'enquêtes et de sanctions.

Les dispositions finales du **Titre 4 du projet** (articles 34 à 36) soulignent que les rapports d'audit émis par des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers non enregistrés dans le registre public, n'ont aucune valeur juridique en Belgique. Cette exigence résulte directement de la réglementation européenne.

Enfin, les contrôleurs/entités d'audit de pays tiers qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté, sont déjà enregistrés en cette qualité dans le registre public, disposent d'une période transitoire de six mois pour introduire leur demande auprès de l'IRE, conformément aux nouvelles dispositions.

Le projet d'arrêté abroge également l'actuel arrêté royal du 3 septembre 2010, à la date d'entrée en vigueur du nouvel arrêté.

10. Dans un souci d'exhaustivité, le Conseil supérieur observe que la réglementation relative à l'enregistrement distinct des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers et au système de supervision (publique), de contrôle de qualité, de surveillance, d'enquêtes et de sanctions applicable, **ne saurait être confondue avec les dispositions relatives à la coopération avec les autorités compétentes de pays tiers, qui résultent directement de l'article 47 de la directive « audit ».**

La coopération spécifique avec les pays tiers en vue de l'échange de documents de travail en possession de réviseurs d'entreprises, est abordée à l'article 51 de la loi du 7 décembre 2016 et précisée par l'arrêté royal du 3 décembre 2017 relatif à la coopération nationale entre le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises, le Conseil supérieur des professions économiques et le ministre ayant l'Economie dans ses attributions ainsi que relatif à la coopération internationale avec les pays tiers (*Moniteur belge* du 15 décembre 2017, 2ième édition).

Faisant application de ces dispositions, le Collège de supervision des réviseurs d'entreprises a conclu, le 20 avril 2021, un accord de coopération avec le *Public Company Accounting Oversight Board* (PCAOB) américain, permettant au Collège d'effectuer, « *conjointement avec le PCAOB, des inspections communes en Belgique des cabinets de réviseurs d'entreprises qui agissent en tant que commissaires de sociétés belges, cotées sur un marché réglementé aux Etats-Unis (NYSE, NASDAQ, OTC, etc.). Inversement, le Collège pourra également demander au PCAOB de l'assister dans l'examen de la qualité de services fournis par des auditeurs aux Etats-Unis pour des entreprises belges qui font l'objet d'activités d'audit supervisées tant par le Collège que par le PCAOB, par exemple dans le cadre des activités de consolidation de groupes internationaux* »⁵.

Dans le même ordre d'idées, la réglementation relative à l'enregistrement distinct des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers **ne saurait être confondue avec les dispositions de l'article 44 de la directive « audit », relatives à l'agrément des contrôleurs d'un pays tiers comme contrôleur légal des comptes « à part entière » dans un Etat membre de l'Union européenne**. Contrairement à cette dernière catégorie, les contrôleurs/entités d'audit de pays tiers doivent être mentionnés dans le registre « en cette qualité », et non comme « contrôleur légal des comptes/cabinet d'audit » (cf. respectivement l'article 16, al. 2, et l'article 17, al. 2, de la directive « audit »).

11. De l'avis du Conseil supérieur, l'importance de ce projet d'arrêté ne peut certainement pas être sous-estimée. En effet, le projet d'arrêté ne se limite pas à définir les conditions à remplir par les contrôleurs/entités d'audit de pays tiers en vue de leur enregistrement distinct dans le registre public, les informations à inclure dans le dossier de demande, la manière dont et le délai endéans lequel la demande est traitée, ..., mais également la manière dont la réglementation belge relative à la supervision publique, au contrôle de qualité, aux enquêtes et sanctions sera appliquée (ou non) aux contrôleurs/entités d'audit de pays tiers enregistrés.

Pour l'instant, le nombre de contrôleurs/entités d'audit de pays tiers inscrits de manière distincte dans le registre public, est encore assez limité. Après consultation du registre public des réviseurs d'entreprises, sous la rubrique « *Entité d'audit pays tiers - liste complète* »⁶, le Conseil supérieur

⁵ Extrait du Communiqué de presse du Collège de supervision des réviseurs d'entreprises du 20 avril 2021, <https://www.fsma.be/fr/ctr-csr/news/le-college-de-supervision-des-reviseurs-dentreprises-signe-un-accord-de-cooperation>

⁶ Voir : <https://www.ibr-ire.be/fr/auditors/auditor-results?type=t-55&=> (Registre public, « Entité d'audit pays tiers », consultation du 10 décembre 2021).

compte quelque 7 enregistrements distincts de contrôleurs/entités d'audit, en provenance d'Israël (2 enregistrements), des Etats-Unis (3 enregistrements) et de l'Afrique du Sud (2 enregistrements).

Mais on peut s'attendre à un accroissement du nombre d'enregistrements (distincts) demandés par des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers. Depuis la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne au 31 janvier 2020 (le « Brexit »), ce pays est dorénavant à considérer comme « pays tiers » au sens de l'article 3, 30°, de la loi du 7 décembre 2016, et non plus comme Etat membre de l'Union européenne ou un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen. Il est donc à prévoir que certains contrôleurs/entités d'audit établis dans le Royaume-Uni demanderont leur enregistrement.

Traduction provisoire

C. Avis unanime du Conseil supérieur

C.1. Généralités

12. Le Conseil supérieur se réjouit de l'initiative prise par le Ministre fédéral en charge de l'Economie, d'établir, en exécution de la loi du 7 décembre 2016, un arrêté à appliquer aux contrôleurs/entités d'audit de pays tiers.

L'actuel arrêté royal du 3 septembre 2010 devait être révisé, non seulement parce qu'il avait été pris en exécution de la loi du 22 juillet 1953 (entretemps abrogée et remplacée par loi du 7 décembre 2016), mais également et surtout parce que l'arrêté de 2010 est encore fondé sur l'ancien système de supervision publique en Belgique, dans lequel, en matière de supervision publique, la responsabilité finale de l'agrément et l'enregistrement dans le registre public revient au procureur général.

Par ailleurs et dans le cadre de la réforme « audit » de la réglementation européenne en 2014, les dispositions de la directive « audit » relatives à l'enregistrement dans le registre et la supervision des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers (les articles 45 et 46) ont été précisées.

Par conséquent, une mise à jour de la réglementation en droit belge s'imposait.

13. Le Conseil supérieur constate avec satisfaction que le projet soumis pour avis a été conçu comme un ensemble clairement structuré des règles applicables aux contrôleurs/entités d'audit de pays tiers, du moins en comparaison avec l'actuel arrêté royal du 3 septembre 2010.

Ainsi, par exemple, tant au niveau de l'enregistrement régulier que simplifié, une distinction est opérée entre les règles applicables aux contrôleurs de pays tiers (personnes physiques), d'une part, et celles applicables aux entités d'audit de pays tiers (quelle que soit sa forme juridique, autre qu'une personne physique), d'autre part.

Le projet d'arrêté poursuit par fixer les conditions - en cas d'enregistrement régulier - auxquelles les contrôleurs/entités d'audit de pays tiers enregistrés peuvent être exemptés de l'application du système de contrôle de qualité en vigueur en Belgique. Le cas échéant, cette exemption est liée à un examen de l'équivalence du système de contrôle de qualité appliqué par le pays tiers (articles 16 à 19 du projet).

La possibilité d'un enregistrement simplifié de contrôleurs/entités d'audit de pays tiers est réglée sous un titre distinct. A certaines conditions et sous réserve de réciprocité, une exemption totale ou partielle peut être accordée aux contrôleurs ou entités d'audit d'un pays tiers, du système de supervision (publique), de contrôle de qualité, de surveillance, d'enquêtes et de sanctions appliqué en Belgique (articles 20 à 33 du projet). Le projet prévoit qu'il appartient au Collège de conclure des accords de coopération avec les autorités compétentes des pays tiers concernés et

que ces accords de coopération sont communiqués par le Collège à la Commission européenne et publiés sur le site du Collège. Ces mesures doivent pouvoir assurer la transparence voulue.

14. Malgré l'approche structurée suivie dans l'établissement du projet, il subsiste encore une certaine marge d'optimisation du texte, dans le souci d'assurer davantage le caractère opérationnel du régime.

A ce titre, le Conseil supérieur se rallie à l'observation formulée par le Collège dans sa réaction du 19 novembre 2021, plus particulièrement concernant la reformulation des articles 4/1, 10/1, 29/1 et 33/1 du projet, proposée par le Collège (voir l'annexe au présent avis).

15. Le Conseil supérieur tient à attirer l'attention du Ministre sur le fait que le dossier de demande d'enregistrement en qualité de contrôleur/entité d'audit de pays tiers, comprend également certaines données personnelles, dont (notamment) la pièce d'identité d'un contrôleur d'un pays tiers, le résultat du dernier contrôle de qualité, ... (cf. l'article 6, § 1er, l'article 12, § 1er, l'article 26, § 1er, et l'article 30, § 1er, du projet d'arrêté).

Pour chaque donnée, il est précisé que les informations et documents concernés sont conservés pendant une période de cinq ans après le refus d'enregistrement ou la suppression de l'enregistrement.

Le Conseil supérieur ignore si l'avis de l'Autorité de protection des données a été sollicité en la matière.

Eu égard à la compétence et l'expertise spécifiques de l'Autorité de protection des données pour tous les aspects touchant au traitement de données personnelles, le Conseil supérieur présume que le Ministre a entrepris les démarches d'usage auprès de l'Autorité de protection des données.

16. Dans le cadre de la présente demande d'avis, l'attention doit également porter sur ce qui est appelé l'examen de proportionnalité.

En effet, l'adoption de nouvelles dispositions ou la modification de dispositions existantes d'une réglementation de profession, devra dorénavant être précédée d'un examen de proportionnalité afin de veiller à ce que les dispositions soient propres à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. Cette exigence découle de la loi du 27 octobre 2020 relative à un examen de proportionnalité préalable

à l'adoption ou la modification d'une réglementation de profession (*Moniteur belge* du 13 novembre 2020).⁷

Le Conseil supérieur souligne que l'article 4 de la loi précitée prévoit, en son alinéa 3, que « [l]orsque des exigences spécifiques concernant la réglementation d'une profession donnée sont établies dans un texte transposant un acte distinct de l'Union qui ne laisse pas aux Etats membres le choix de leur mode de transposition, les dispositions correspondantes de la présente loi ne s'appliquent pas ».

Dans la mesure où la réglementation relative à l'enregistrement distinct des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers découle pour la plus grande partie de la réglementation européenne (c'est à dire, la directive « audit » 2006/43/CE), il est à présumer qu'un examen de proportionnalité ne sera pas nécessaire.

C.2. Points d'attention spécifiques

17. Outre les observations générales sur le projet d'arrêté soumis pour avis, le Conseil supérieur tient à attirer l'attention du Ministre sur certains points spécifiques.

C.2.1. Application des dispositions relatives à la supervision publique, au contrôle de qualité, à la surveillance, aux enquêtes et aux sanctions

18. En vertu de la directive « audit », les États membres soumettent les contrôleurs et les entités d'audit de pays tiers qu'ils ont enregistrés, à leurs systèmes de supervision publique, à leurs systèmes d'assurance qualité et à leurs systèmes d'enquête et de sanctions (article 45, al. 3, de la directive « audit »).

Ce principe est transposé dans l'article 16 du projet d'arrêté, qui prévoit expressément que *les dispositions de la loi (du 7 décembre 2016) qui sont relatives à la supervision publique, au contrôle de qualité, à la surveillance et aux enquêtes et sanctions, s'appliquent aux contrôleurs et entités d'audit de pays tiers qui, conformément à l'article 10, § 3 de la loi, sont enregistrés au registre public.*

⁷ Voir à ce sujet également : l'arrêté royal du 9 mai 2021 déterminant le portail fédéral unique visé à l'article 9 de la loi du 27 octobre 2020 relative à un examen de proportionnalité préalable à l'adoption ou la modification d'une réglementation de profession, les informations reprises sur ce portail et les modalités de son utilisation (*Moniteur belge* du 20 mai 2021).

Voir également le portail fédéral unique, qui est hébergé sur le site web www.business.belgium.be, plus particulièrement sous la rubrique « qualifications professionnelles ».

https://business.belgium.be/fr/gerer_votre_entreprise/qualifications_professionnelles/folder_2

Bien que l'on puisse considérer que la compétence en matière de supervision publique, de contrôle, de surveillance et des sanctions des contrôleurs/entités d'audit de pays tiers, revient au Collège de supervision des réviseurs d'entreprises et à la Commission des sanctions de la FSMA, le Conseil supérieur estime qu'il serait judicieux de le confirmer expressément dans le « Titre 1^{er}. Dispositions générales » du projet d'arrêté.

De l'avis du Collège, cette précision serait même nécessaire ; le simple renvoi, à l'article 16 du projet, à certaines parties de la loi du 7 décembre 2016 ne permettrait pas d'en déduire que cette compétence revient au Collège et à la Commission des sanctions, et que le système de sanctions s'applique.

C.2.2. Conditions d'enregistrement d'une entité d'audit d'un pays tiers

19. L'article 10, § 1er, du projet soumis pour avis détermine les conditions à remplir par une entité d'audit d'un pays tiers pour pouvoir être enregistrée de manière distincte dans le registre public. Ces conditions découlent directement de l'article 45, al. 5, de la directive « audit ».

Le Conseil supérieur constate cependant que dans la liste des conditions reprise à l'article 10, § 1er, du projet, la condition figurant à l'article 45, al. 5, c), de la directive « audit » fait défaut, c'est à dire, qu'un enregistrement n'est autorisé que pour autant que « le contrôleur de pays tiers qui procède à l'audit pour le compte de l'entité d'audit de pays tiers réponde à des exigences équivalentes » à celles en matière d'honorabilité, de formation, de stage et d'examen d'aptitude, d'indépendance et d'objectivité, ...

Le projet d'arrêté devra dès lors être complété sur ce point.

20. Le projet d'arrêté prévoit que l'exigence relative à l'honorabilité, visée à l'article 5, § 1er, 2°, de la loi, s'applique à la seule majorité des membres de l'organe d'administration ou de gestion de l'entité d'audit d'un pays tiers (voir l'article 10, § 1er, 1°, a), du projet d'arrêté).

Ce faisant, l'auteur du projet d'arrêté a opéré une transposition explicite de la directive « audit », plus particulièrement de l'article 45, al. 5, b).

Tout comme le Collège, le Conseil supérieur ne voit pas pourquoi il serait admis qu'une minorité de l'organe d'administration ou de direction ne soit pas honorable, alors que le régime applicable aux réviseurs d'entreprises est plus strict.

En effet, lorsqu'un des membres de l'organe d'administration ou de direction d'un cabinet de révision ne remplit pas (plus) la condition d'honorabilité, sa qualité de réviseur d'entreprises est retirée (article 6, § 1er, 4°, *juncto* l'article 9, § 1er, 3°, de loi du 7 décembre 2016).

Autrement dit, dans le cas des cabinets de révision, la condition d'honorabilité s'applique à l'ensemble des membres de l'organe d'administration ou de direction (et non à la seule majorité des membres). Certes, cette exigence excède ce que prévoit la directive « audit », mais a été introduit récemment dans la loi du 7 décembre 2016, notamment par la loi du 20 juillet 2020 portant des dispositions diverses relatives à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (*Moniteur belge* du 5 août 2020), à l'occasion de la transposition en droit belge de la cinquième « directive anti-blanchiment »⁸.

C.2.3. Actualisation des données reprises dans le registre public

21. Pour le Conseil supérieur, il est important que les données reprises dans le registre public soient toujours complètes et à jour.

A ce sujet, l'actuel arrêté royal du 3 septembre 2010 prévoit qu'un contrôleur ou une entité d'audit d'un pays tiers *signale immédiatement* une modification dans les données ou documents qui ont été transmis (article 4, § 3, de l'arrêté royal du 3 septembre 2010).

Le projet soumis pour avis impose à l'Institut l'obligation de demander annuellement au contrôleur/à l'entité d'audit d'un pays tiers de « confirmer » que les données reprises dans le registre public sont complètes et à jour ou, le cas échéant, de les adapter ou compléter (article 9, § 1er, et article 15, § 1er, du projet).

Une obligation plus ou moins similaire est prévue pour le contrôleur/l'entité d'audit d'un pays tiers qui a fait l'objet d'une demande d'enregistrement simplifié (article 29, al. 1er, et article 33, § 1er, du projet).

Tout comme le Collège, le Conseil supérieur estime que les contrôleurs/entités d'audit devraient, de leur propre initiative, a) confirmer annuellement que les données reprises dans le registre public qui les concernent, sont complètes et à jour, et b), communiquer à l'institut, dans les meilleurs délais, toute modification de leurs informations. Comme c'est la règle pour les réviseurs d'entreprises⁹, les contrôleurs/entités d'audit de pays tiers devraient répondre du caractère correct et à jour des données transmises.

⁸ Directive européenne (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE, *JO L* du 19 juillet 2018, 156, p. 43.

⁹ Voir à ce sujet l'article 10, § 1er, al 2, de la loi du 7 décembre 2016, et l'article 17, § 3, de l'arrêté royal du 21 juillet 2017 relatif à l'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises ainsi qu'à l'inscription et à l'enregistrement dans le registre public des réviseurs d'entreprises.

Le libellé de ces articles du projet devra dès lors être révisé. Il y a lieu de prévoir, tant pour les contrôleurs que pour les entités d'audit, un régime uniforme et cohérent garantissant le caractère complet et à jour des données (respectivement les articles 9, § 1er, et 29, al. 1er, et les articles 15, al. 1er, et 33, § 1er, du projet).

22. Cette reformulation peut être mise à profit pour faire encore mieux correspondre les deux versions linguistiques. Ainsi, par exemple, dans la version néerlandaise des articles 15, al. 1er, et 29, al. 1er, il est préférable d'utiliser le mot « *bevestigen* » (en français « *confirmer* »), plutôt que les mots « *na te gaan* ».

Il y a également lieu de se demander si l'énumération prévue à l'article 9, § 1er, du projet, des données à confirmer annuellement, se justifie ; cette énumération n'est pas prévue dans les articles 15, al. 1er, 29, al. 1er, et 33, § 1er, du projet d'arrêté. De plus, les données reprises dans l'énumération prévue à l'article 9, § 1er, 1° et 2°, du projet d'arrêté (obligatoirement complètes et à jour) ne correspondent pas tout à fait à celles à reprendre dans le registre public, conformément à l'article 15 de l'arrêté royal du 21 juillet 2017 (relatif au registre public).

C.2.4. « Suppression » de l'enregistrement d'un contrôleur/d'une entité d'audit d'un pays tiers

23. Le projet d'arrêté soumis pour avis prévoit que l'Institut « **peut supprimer** » l'enregistrement dans le registre public d'un contrôleur/d'une entité d'audit d'un pays tiers, si les conditions d'enregistrement ne sont plus remplies (voir les articles 4, § 2, al. 1er, et 10, § 2, al. 1er, du projet).

Le projet prévoit aussi que l'enregistrement est également « **supprimé** » si le contrôleur/l'entité d'audit d'un pays tiers ne contrôle plus une société étrangère cotée en Belgique (au sens de l'article 10, § 3, de la loi) (voir aussi les articles 9, § 2, et 15, al. 2, du projet, ainsi que - dans le cas d'un enregistrement simplifié - les articles 29, al. 2, et 33, al. 2, du projet).

Pour le Conseil supérieur, l'utilisation, en français, du mot « **supprimer** » semble peu judicieux, vu l'idée de sanction disciplinaire qu'il pourrait évoquer ; aussi préfère-t-il en français le mot « **retirer** », par analogie avec la terminologie utilisée dans l'article 9, §§ 1er et 3, de loi du 7 décembre 2016) (en néerlandais : « *de hoedanigheid intrekken* »).

24. Le Conseil supérieur partage également l'observation du Collège, que si la condition d'honorabilité, visée à l'article 5, § 1, 2°, de la loi, n'est plus remplie, il ne s'agit pas pour l'Institut de « pouvoir » supprimer l'enregistrement dans le registre public, mais de « devoir » la supprimer. En effet, comme précisé par le Collège, l'Institut ne devrait pas pouvoir disposer d'une marge d'appréciation en la matière.

Il s'indique également, comme le suggère le Collège, d'ajouter au régime proposé de « suppression » / « retrait », au cas où les conditions d'enregistrement ne sont plus remplies, la possibilité pour le Collège de demander à l'Institut des informations complémentaires ou d'effectuer des démarches spécifiques.

Enfin, le Conseil supérieur estime qu'il s'indique d'ajouter, dans le régime de « suppression » proposé, que si le contrôleur/l'entité d'audit d'un pays tiers ne contrôle plus une société étrangère cotée en Belgique, l'Institut en informe le Collège. Cette notification par l'Institut au Collège s'applique déjà lorsque l'Institut décide de « supprimer » l'enregistrement d'un contrôleur/d'une entité d'audit au motif que les conditions d'enregistrement ne sont plus remplies, ce qui facilite davantage une transmission efficace d'informations.

25. En ce qui concerne la proposition du Collège d'ajouter encore qu'en l'absence d'opposition de la part du Collège au cas où l'Institut prend une décision de « suppression » / « retrait », cette décision est réputée avoir été prise par le Collège, le Conseil supérieur observe que ce principe a déjà été consacré par l'article 3, § 4, du projet, sous le « Titre 1er. Dispositions générales ». Le Conseil supérieur s'en remet à l'avis du Ministre au sujet de l'opportunité de rappeler ce principe dans l'article 4, § 2, et l'article 10, § 2, du projet.

C.2.5. Décision relative à l'équivalence du cadre normatif

26. Une des conditions imposées à un contrôleur/une entité d'audit d'un pays tiers qui demande son enregistrement en Belgique, est qu'il y a lieu d'examiner si le contrôleur/l'entité d'audit exerce effectivement le contrôle légal de la société étrangère (cotée en Belgique) **« conformément aux normes et recommandations visées à l'article 31 de la loi ou à des normes et exigences équivalentes »** (article 4, § 1, 2°, et article 10, § 1, 2°, du projet).

Cette condition découle de l'exigence imposée par le biais de l'article 45, al. 5, d), et al. 5bis, de la directive « audit ».

Le projet détermine la manière dont cette « équivalence » peut être évaluée. Le projet confie l'évaluation de l'équivalence du cadre normatif à l'Institut, et ce - conformément à l'article 45, al. 6, de la directive « audit » - tant que la Commission européenne n'a pas pris de décision en la matière (article 5, §§ 1 à 4, et article 11, §§ 1 à 4, du projet).

Le projet ajoute qu'après avoir pris une décision d'équivalence, l'Institut communique celle-ci au Collège. Le Collège peut, le cas échéant, consulter le Conseil supérieur au sujet de l'évaluation de l'équivalence faite par l'Institut ; dans ce cas, le Collège en informe l'Institut. Le projet prévoit que le Conseil supérieur dispose d'un délai de six semaines pour communiquer ses observations au Collège.

Ce n'est que dans la seule hypothèse où un contrôleur d'un pays tiers introduit une demande d'enregistrement que le Collège se voit ouvrir la possibilité de s'opposer et d'imposer une publication ; en l'absence d'opposition du Collège à l'évaluation de l'équivalence faite par l'Institut, cette décision est publiée sur le site internet de l'Institut. Cette évaluation est valable pour une durée de trois ans, sous réserve d'une décision contraire prise par la Commission européenne durant cette période (article 5, § 3, al. 3, du projet). Or, cette possibilité n'est pas prévue dans l'hypothèse où une entité d'audit d'un pays tiers introduit une demande d'enregistrement.

27. Le Conseil supérieur attire l'attention du Ministre sur la position du Collège au sujet des décisions d'équivalence prises lors de l'évaluation du cadre normatif appliqué par un contrôleur/une entité d'audit d'un pays tiers.

Le Collège se demande si le pouvoir de prendre des décisions « réglementaires » au sujet de l'équivalence des normes, ne devrait pas davantage relever du Collège, plutôt que de l'Institut. Le Collège est d'avis que ces décisions ont un caractère « réglementaire » et non « individuel ». Le Collège en déduit qu'il est impossible de recourir à un « système d'opposition ». Ce type de décision prise par l'Institut ne pourrait sortir ses effets que si le Collège « entérine » la décision ; dans le cas contraire, la décision est réputée ne jamais avoir existé. Etant donné que le Collège doit « entériner » la décision d'équivalence prise par l'Institut, la possibilité d'opposition ouverte au Collège (prévue par l'article 5, § 3, du projet) est dès lors, de l'avis du Collège, sans objet.

Le Conseil supérieur cherche en outre à savoir, tout comme le Collège, pourquoi la procédure d'évaluation de l'équivalence du cadre normatif est différente, selon qu'il s'agit de l'enregistrement d'un contrôleur (personne physique) ou d'une entité d'audit (personne morale), plus particulièrement en ce qui concerne la publication de l'évaluation de l'équivalence sur le site internet de l'Institut (voir les articles 5, § 3, et 11, § 3). Cette publication n'est prévue par le projet que dans le seul cadre d'une demande d'enregistrement d'un contrôleur (personne physique). De l'avis du Conseil supérieur, le régime devrait être identique dans les deux cas.

Eu égard à ces considérations, le projet devrait dès lors être révisé sur ces points.

C.2.6. Diversité de délais et suspension éventuelle

28. Le projet d'arrêté soumis pour avis prévoit plusieurs délais, susceptibles, le cas échéant, d'être suspendus.

Ainsi, l'article 3, § 2, al. 1er, du projet, fixe le délai pour la communication de la décision d'enregistrement par l'Institut au Collège, à six **semaines**. Le délai laissé au Collège pour s'y opposer, est fixé à **un mois** (article 3, § 2, al. 2). Si le Collège demande des informations complémentaires ou des démarches spécifiques à l'Institut, ce délai d'un mois est **suspendu** (article 3, § 3, du projet).

Dans le cas d'une demande d'enregistrement régulier introduite par un contrôleur d'un pays tiers, le projet prévoit que l'Institut communique sa décision au demandeur (contrôleur/entité d'audit d'un pays tiers) **dans un délai de quatre mois** à dater de la réception du dossier complet de la demande (respectivement l'article 8, al. 1er, et l'article 14, al. 1er, du projet).

Dans le cas d'une demande d'enregistrement simplifié introduite par des contrôleurs/entités d'audit d'un pays tiers, le délai pour la communication de la décision de l'Institut est fixé par les articles 28 et 32 du projet à **un mois**.

Dans le cadre de l'évaluation, au niveau belge, de l'équivalence du cadre normatif, le Collège peut, le cas échéant, consulter le Conseil supérieur ; dans ce cas, le Conseil supérieur communique ses observations dans un délai de **six semaines** (article 5, § 4, et 11, § 4, du projet). Lorsque le Conseil supérieur est consulté, la décision de l'Institut est communiquée au Collège **dans un délai de six mois** à dater de la réception du dossier de demande (articles 8, al. 2, et 14, al. 2, du projet).

29. Le Conseil supérieur ne saisit pas toujours les motifs qui ont présidé à la fixation des délais, tantôt identiques, tantôt différents. En tout cas, le résultat est une diversité de délais, ce qui n'est pas de nature à renforcer l'accessibilité ni à faciliter l'application du régime.

Le Collège s'interroge d'ailleurs sur la nécessité, pour l'Institut, de fixer des délais de communication d'une décision d'enregistrement au demandeur, soit endéans les quatre mois, dans le cas d'un enregistrement régulier, soit endéans le mois, dans le cas d'un enregistrement simplifié (respectivement les articles 8, al. 1er, 14, al. 1er, 28 et 32, du projet). Le Collège formule également plusieurs observations de fond au sujet de l'éventuelle suspension de certains délais (voir les observations ponctuelles du Collège au sujet des articles 3 et 5 du projet).

Il est utile de réviser le texte du projet à la lumière des préoccupations développées ci-avant.

Annexe :

Courrier de la part du Collège de supervision des réviseurs d'entreprises au Conseil supérieur en date du 19 novembre 2021 (uniquement disponible en néerlandais)



COLLEGE VAN TOEZICHT
OP DE BEDRIJFSREVISOREN

COLLÈGE DE SUPERVISION
DES RÉVISEURS D'ENTREPRISES

De heer Jean-Marc Delporte
Voorzitter
Hoge Raad voor de Economische Beroepen
City atrium C – 8^{ste} verdieping
Vooruitgangstraat 50
1210 Brussel

datum 19 november 2021
ons kenmerk CO-21885
dossier referentie
uw kenmerk
contactpersoon Kurt Stas
T +32 2 220 52 66
info@ctr-csr.be

Advies – Ontwerp van koninklijk besluit betreffende de registratie als auditors of auditororganisaties van derde landen in het openbaar register van de bedrijfsrevisoren en het publiek toezicht, de kwaliteitscontrole en het toezicht op auditors en auditororganisaties van derde landen

Geachte Voorzitter,

Hierbij verwijs ik naar uw e-mail van 7 oktober 2021 over het in rubriek vermelde koninklijk besluit. Ik dank u om het College te raadplegen over dit ontwerp.

Het College voert in dit kader een marginale toetsing uit teneinde na te gaan of op het eerste gezicht de inhoud van de regelgeving voorzienbaar en toegankelijk is, zodat iedereen, en in het bijzonder de auditor of auditororganisatie van een derde land, de regeling correct kan toepassen en begrijpen en het College in voorkomend geval handhavend kan optreden.

Het College wenst vooreerst zijn bezorgdheid te uiten over de volgende drie fundamentele elementen, die nader worden uitgewerkt bij de bespreking van de bemerkingen.

1.

Het College stelt vast dat de tekst niet altijd een afdoende onderscheid maakt tussen individuele beslissingen en beslissingen die verordenend van aard zijn.

In de regeling voor de registratie van auditors en auditororganisaties van derde landen wordt een onderdeel opgenomen over de gelijkwaardigheidsbeslissingen van het Instituut (artikel 5 en 11). Deze beslissingen zijn verordenend van aard waardoor uit de tekst duidelijk moet blijken dat deze beslissingen onderworpen zijn aan een andere beslissingsprocedure met andere betrokken partijen en ook andere gevolgen hebben. De interactie tussen deze verschillende beslissingen vereist ook bijkomende aandacht in de structuur van het ontwerp.

2.

Het vorige punt brengt het College tot een volgend belangrijk punt, namelijk de bevoegdheden waarover onder meer het College beschikt op basis van het ontwerp.

Algemeen stelt het College zich de vraag of de verordenende beslissingen over gelijkwaardigheid niet eerder moeten toekomen aan het College, in combinatie met een adviesprocedure waarbij het Instituut van de Bedrijfsrevisoren wordt betrokken.

Vertrekkend van de voorliggende ontwerp tekst wenst het College volgende opmerkingen te formuleren. Zoals reeds vermeld, zijn de gelijkwaardigheidsbeslissingen van het Instituut verordenend van aard zodat er geen gebruik kan worden gemaakt van het verzetsysteem dat van toepassing is op de individuele en persoonsgebonden beslissingen die het Instituut neemt. Uit de organieke wet van het College volgt dat het verzetsysteem enkel van toepassing kan zijn op de individuele beslissingen. Voor de beslissingen die verordenend van aard zijn, meent het College dat een ander systeem uit het bestuurlijk toezicht moet worden toegepast. Dit verschil in bevoegdheid vereist de nodige aandacht in het ontwerp.

Verder bepaalt artikel 16 van het ontwerp dat bepaalde onderdelen van de organieke wet van het College (zoals “het toezicht” en “de sancties”) van toepassing zijn op de auditors en auditorganisaties van derde landen. Het College meent evenwel dat het noodzakelijk is dat het koninklijk besluit uitdrukkelijk bepaalt dat zowel het College (het Comité en de secretaris-generaal) als de sanctiecommissie van de FSMA kunnen optreden ten aanzien van de auditor of auditorganisatie van een derde land en zij daarvoor gebruik kunnen maken van hun bevoegdheden. De bepalingen van de organieke wet van het College bevatten in de meeste gevallen immers geen verwijzing naar de auditor of auditorganisatie van een derde land. Op grond hiervan is het College van oordeel dat de bevoegdheidstoewijzing en het sanctieapparaat niet zonder meer kunnen gelden door een loutere verwijzing naar bepaalde artikelen van de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren (hierna “wet van 7 december 2016”).

3.

Het College merkt tot slot op dat de (structuur van) de tekst op sommige punten niet afdoende bevattelijk is voor degenen die bij de toepassing ervan betrokken zijn.

Zo bevat artikel 3 van titel 1 (Algemene bepalingen) de algemene regeling waarbij het Instituut registratiebeslissingen neemt en de mogelijkheid tot verzet door het College. De beslissingen van het Instituut tot schrapping komen niet ter sprake in dit onderdeel, terwijl, zoals later in dit advies aan bod komt, het College meent dat ook voor schrappingsbeslissingen een algemeen geldende regeling moet worden uitgewerkt. Indien de huidige structuur blijft aangehouden, betekent dit dat de schrappingsregeling op vier plaatsen in het besluit wordt herhaald.

De procedure voor de (vereenvoudigde) registratie van auditors en auditorganisaties van derde landen kan eveneens worden geoptimaliseerd om zo zeer complexe regelingen en herhalingen te vermijden.

* * *

Het College wenst verder de volgende bemerkingen te formuleren op het ontwerp KB. Het College is daarbij bijzonder bekommerd over de praktische werkbaarheid van de regeling: een aantal opmerkingen hebben tot doel om deze te helpen bevorderen.

1.

Artikel 4, § 2 en artikel 9, § 2 van het ontwerp KB bepalen de regels voor de schrapping van een auditor van een derde land.

Artikel 4, § 2 van het ontwerp KB luidt als volgt:

“Het Instituut kan de registratie van een auditor van een derde land in het openbaar register schrappen indien niet langer aan de in paragraaf 1 genoemde voorwaarden wordt voldaan. Het Instituut stelt het College hiervan op de hoogte.

Het College kan binnen een termijn van een maand na de datum van toezending van de beslissing tot schrapping van de registratie in het openbaar register er zich tegen verzetten. In geval van verzet, treedt de beslissing van het College in de plaats van de beslissing van het Instituut.”

Artikel 9, § 2 van het ontwerp KB luidt als volgt:

“De registratie wordt geschrapt indien de auditor van een derde land niet langer een in artikel 10, § 3 van de wet bedoelde vennootschap controleert.”

Artikel 10, § 2 en artikel 15, tweede lid van het ontwerp KB bevatten gelijkkluidende regels voor de schrapping van een auditororganisatie van een derde land.

Artikel 29, tweede lid en artikel 33, tweede lid van het ontwerp KB bevatten de bewoordingen van artikel 9, § 2 voor respectievelijk auditors en auditororganisaties van een derde land die gebruik kunnen maken van een vereenvoudigde registratie.

– Het College meent vooreerst dat het aangewezen is om een gebonden bevoegdheid te voorzien wanneer niet meer voldaan is aan de voorwaarde inzake de betrouwbaarheid bedoeld in artikel 5, § 1, 2° van de wet van 7 december 2016. Dit houdt in dat het Instituut niet over een beoordelingsmarge beschikt.

Artikel 9, § 1, 3° van de wet van 7 december 2016 verplicht het Instituut immers om de hoedanigheid in te trekken, zonder dat het daarbij over enige discretionaire bevoegdheid beschikt, wanneer de bedrijfsrevisor, of in het kader van een rechtspersoon, één van haar vennoten, één van de leden van het wettelijk bestuursorgaan, één van de leden van de werkelijke leiding, één van de vaste vertegenwoordigers van een rechtspersoon of één van de uiteindelijke begunstigden, bedoeld in artikel 4, 27°, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten zich bevindt in één van in artikel 5, § 1, 2°, a) tot en met f), bedoelde situaties.

– Het College stelt verder vast dat in artikel 4, § 2 en artikel 10, § 2 van het ontwerp KB de regeling ontbreekt dat wanneer het Instituut een beslissing neemt tot schrapping en er geen verzet volgt vanwege het College, dergelijke beslissing moet worden geacht te zijn genomen door het College.

– Het College stelt tot slot vast dat in artikel 4, § 2 en artikel 10, § 2 van het ontwerp KB de mogelijkheid ontbreekt voor het College om het Instituut om bijkomende informatie te verzoeken of specifieke stappen te laten ondernemen.

Om deze redenen stelt het College voor om artikel 4, § 2, artikel 9, § 2, artikel 10, § 2, artikel 15, tweede lid, artikel 29, tweede lid en artikel 33, tweede lid van het ontwerp KB te schrappen, en respectievelijk te integreren in een nieuw artikel.

Een nieuw artikel 4/1 het ontwerp KB luidt daarbij als volgt:

“§ 1. Het Instituut kan de registratie van een auditor van een derde land in het openbaar register schrappen indien niet langer aan de in paragraaf 1 genoemde voorwaarden wordt voldaan, met uitzondering van de voorwaarde bepaald in artikel 4, § 1, 1°, a).

Het Instituut schrapt de registratie van een auditor van een derde land in het openbaar register wanneer niet meer is voldaan aan de voorwaarde bedoeld artikel 4, § 1, 1°, a).

Het Instituut schrapt de registratie van een auditor van een derde land in het openbaar register wanneer de auditor van een derde land niet langer een in artikel 10, § 3 van de wet bedoelde vennootschap controleert.

§ 2. Het Instituut stelt het College op de hoogte van de in paragraaf 1 bedoelde beslissingen.

Het College kan binnen een termijn van een maand na de datum van toezending van de beslissing er zich tegen verzetten. In geval van verzet, treedt de beslissing van het College in de plaats van de beslissing van het Instituut.

§ 3. Het College kan het Instituut vragen bijkomende informatie over te maken of specifieke stappen te ondernemen.

In dat geval wordt de termijn bedoeld in paragraaf 1, geschorst tot de dag waarop het Instituut de aanvullende informatie of het resultaat van de ondernomen specifieke stappen heeft meegedeeld.

§ 4. De beslissingen van het Instituut hebben pas uitwerking na afloop van de in paragrafen 2 en 3 bedoelde termijnen waarbinnen het College zich kan verzetten, en worden, eens die termijnen zijn verstreken zonder verzet door het College, geacht door het College te zijn genomen.”

Een nieuw artikel 10/1 van het ontwerp KB luidt daarbij als volgt:

“§ 1. Het Instituut kan de registratie van een auditorganisatie van een derde land in het openbaar register schrappen indien niet langer aan de in paragraaf 1 genoemde voorwaarden wordt voldaan, met uitzondering van de voorwaarde bepaald in artikel 10, § 1, 1°, a).

Het Instituut schrapt de registratie van een auditorganisatie van een derde land in het openbaar register wanneer de meerderheid¹ van de leden van het leidinggevende of bestuursorgaan aan de voorwaarde bedoeld artikel 4, § 1, 1°, a).

Het Instituut schrapt de registratie van een auditorganisatie van een derde land in het openbaar register wanneer de auditor van een derde land niet langer een in artikel 10, § 3 van de wet bedoelde vennootschap controleert.

§ 2. Het Instituut stelt het College op de hoogte van de in paragraaf 1 bedoelde beslissingen.

¹ Zie ook bemerking 5.

Het College kan binnen een termijn van een maand na de datum van toezending van de beslissing er zich tegen verzetten. In geval van verzet, treedt de beslissing van het College in de plaats van de beslissing van het Instituut.

§ 3. Het College kan het Instituut vragen bijkomende informatie over te maken of specifieke stappen te ondernemen.

In dat geval wordt de termijn bedoeld in paragraaf 1, geschorst tot de dag waarop het Instituut de aanvullende informatie of het resultaat van de ondernomen specifieke stappen heeft meegedeeld.

§ 4. De beslissingen van het Instituut hebben pas uitwerking na afloop van de in paragrafen 2 en 3 bedoelde termijnen waarbinnen het College zich kan verzetten, en worden, eens die termijnen zijn verstreken zonder verzet door het College, geacht door het College te zijn genomen.”

Een nieuw artikel 29/1 van het ontwerp KB luidt daarbij als volgt:

“§ 1. Het Instituut schrapt de registratie van een auditor van een derde land in het openbaar register wanneer de auditor van een derde land niet langer een in artikel 10, § 3 van de wet bedoelde vennootschap controleert.

§ 2. Het Instituut stelt het College op de hoogte van de in paragraaf 1 bedoelde beslissingen.

Het College kan binnen een termijn van een maand na de datum van toezending van de beslissing er zich tegen verzetten. In geval van verzet, treedt de beslissing van het College in de plaats van de beslissing van het Instituut.

§ 3. Het College kan het Instituut vragen bijkomende informatie over te maken of specifieke stappen te ondernemen.

In dat geval wordt de termijn bedoeld in paragraaf 1, geschorst tot de dag waarop het Instituut de aanvullende informatie of het resultaat van de ondernomen specifieke stappen heeft meegedeeld.

§ 4. De beslissingen van het Instituut hebben pas uitwerking na afloop van de in paragrafen 2 en 3 bedoelde termijnen waarbinnen het College zich kan verzetten, en worden, eens die termijnen zijn verstreken zonder verzet door het College, geacht door het College te zijn genomen.”

Een nieuw artikel 33/1 van het ontwerp KB luidt daarbij als volgt:

“§ 1. Het Instituut schrapt de registratie van een auditororganisatie van een derde land in het openbaar register wanneer de auditororganisatie van een derde land niet langer een in artikel 10, § 3 van de wet bedoelde vennootschap controleert.

§ 2. Het Instituut stelt het College op de hoogte van de in paragraaf 1 bedoelde beslissingen.

Het College kan binnen een termijn van een maand na de datum van toezending van de beslissing er zich tegen verzetten. In geval van verzet, treedt de beslissing van het College in de plaats van de beslissing van het Instituut.

§ 3. Het College kan het Instituut vragen bijkomende informatie over te maken of specifieke stappen te ondernemen.

In dat geval wordt de termijn bedoeld in paragraaf 1, geschorst tot de dag waarop het Instituut de aanvullende informatie of het resultaat van de ondernomen specifieke stappen heeft meegedeeld.

§ 4. De beslissingen van het Instituut hebben pas uitwerking na afloop van de in paragrafen 2 en 3 bedoelde termijnen waarbinnen het College zich kan verzetten, en worden, eens die termijnen zijn verstreken zonder verzet door het College, geacht door het College te zijn genomen."

2.

Artikel 5, § 3 van het ontwerp KB bevat de regeling voor het Instituut om een beslissing te nemen over de gelijkwaardigheid van de normen en aanbevelingen als bedoeld in artikel 31 van de wet van 7 december 2016.

Deze bepaling luidt als volgt:

"Bij gebrek aan een besluit van de Europese Commissie inzake gelijkwaardigheid beoordeelt het Instituut zelf de gelijkwaardigheid en deelt vervolgens zijn beoordeling mee aan het College.

Het Instituut deelt deze beoordeling mee aan het College samen met haar beslissing bedoeld in artikel 3, § 2.

Bij gebrek aan een verzet van het College tegen de beslissing bedoeld in artikel 3, § 2, wordt de door het Instituut verrichte beoordeling van de gelijkwaardigheid op de website van het Instituut gepubliceerd. Deze beoordeling van de gelijkwaardigheid is geldig voor een periode van drie jaar, tenzij de Europese Commissie tijdens die periode anders besluit."

De verwijzing naar artikel 3, § 2 van het ontwerp KB betreft de beslissing van het instituut over de registratie van de auditor van een derde land.

Algemeen verwijst het College naar haar vraag in paragraaf 2 (zie het begin van deze brief over de drie fundamentele elementen) wie idealiter bevoegd is voor deze verordende bevoegdheid.

Artikel 3, § 2 van het ontwerp KB luidt als volgt:

"Het Instituut stelt het College binnen een termijn van zes weken na ontvangst van het volledige dossier van aanvraag tot registratie in kennis van de overeenkomstig paragraaf 1 genomen beslissingen.

Het College kan binnen een termijn van een maand na de datum van toezending van de beslissing er zich tegen verzetten. In geval van verzet, treedt de beslissing van het College in de plaats van de beslissing van het Instituut."

Het College beschikt, overeenkomstig artikel 5, § 4 van het ontwerp KB, in het kader van de beslissing over de gelijkwaardigheid door het Instituut ook over de mogelijkheid om de HREB te raadplegen.

Deze bepaling luidt als volgt:

“Het College kan, in voorkomend geval, de Hoge Raad over de door het Instituut verrichte beoordeling van de gelijkwaardigheid raadplegen. Het College stelt het Instituut hiervan op de hoogte.

In dit geval deelt de Hoge Raad zijn opmerkingen aan het College mee binnen de zes weken na ontvangst van het verzoek van het College.”

Wanneer het College de HREB raadpleegt, moet ook rekening worden gehouden met artikel 8 van het ontwerp KB die een invloed uitoefent op de termijnen van het Instituut.

Deze bepaling luidt als volgt:

“§ 1. Het Instituut stelt de auditor van een derde land binnen een termijn van vier maanden na ontvangst van het volledige dossier van aanvraag tot registratie door het Instituut in kennis van zijn beslissing.

Indien de beslissing niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn wordt meegedeeld, wordt dit aanzien als een weigering tot registratie.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wanneer de Hoge Raad wordt geraadpleegd overeenkomstig artikel 5, § 4, wordt de beslissing van het Instituut geschorst tot de raadpleging van de Hoge Raad en binnen een termijn van zes maanden na ontvangst van het volledige dossier van aanvraag tot registratie, door het Instituut meegedeeld.”

Deze regeling wordt in gelijke bewoordingen hernomen in artikel 11 en artikel 14 van het ontwerp KB voor de auditororganisaties van een derde land, waarbij evenwel door het College wordt opgemerkt dat het volgende element ontbreekt in artikel 11 van het ontwerp KB (dat wel aanwezig is in de regeling omschreven in het voormeld artikel 5 van het ontwerp KB):

“Bij gebrek aan een verzet van het College tegen de beslissing bedoeld in artikel 3, § 2, wordt de door het Instituut verrichte beoordeling van de gelijkwaardigheid op de website van het Instituut gepubliceerd. Deze beoordeling van de gelijkwaardigheid is geldig voor een periode van drie jaar, tenzij de Europese Commissie tijdens die periode anders besluit.”

– Het College meent vooreerst dat het niet aangewezen is om de term “verzet” te gebruiken voor de beslissingen die het Instituut neemt over de voormelde gelijkwaardigheid. De term verzet wordt in het algemeen gebruikt wanneer het Instituut in het kader van de wettelijk gedelegeerde opdrachten individuele beslissingen neemt en het College zich vervolgens kan verzetten tegen de beslissing en een beslissing in de plaats nemen van het Instituut (na in voorkomend geval bijkomende informatie of stappen te vragen aan het Instituut).

De gelijkwaardigheidsbeslissingen van het Instituut zijn evenwel verordenend van aard zodat het noodzakelijk is om een ander systeem van het bestuurlijk toezicht te gebruiken: de goedkeuring. Uit het ontwerp KB blijkt dat de voormelde gelijkwaardigheidsbeslissingen door het Instituut worden

genomen waarna het College zijn goedkeuring, in voorkomend geval na raadpleging van de HREB, er kan aan hechten of niet.

De gelijkwaardigheidsbeslissingen vereisen een afzonderlijk onderzoek van het Instituut waarna een beslissing, die verordenend van aard is en geldig is gedurende drie jaar, volgt. Deze beslissing zal het voorwerp uitmaken van een bekendmaking op de website van het Instituut.

Het Instituut neemt, zoals reeds vermeld, geen beslissing in de plaats van het College over deze materie, zelfs niet wanneer de beslissing vervolgens (niet) wordt goedgekeurd door het College. De beslissing van het Instituut krijgt enkel uitwerking wanneer het College zijn goedkeuring hecht aan de beslissing. Wanneer het College zijn goedkeuring er niet aan hecht, wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

Op basis van deze gelijkwaardigheidsbeslissing, gaat het Instituut over tot de (verdere) behandeling van de individuele aanvraag van de auditor van een derde land. De beslissing van het Instituut over de individuele aanvraag valt vervolgens wel onder het verzetsysteem bedoeld in artikel 3 van het ontwerp KB.

– Het College meent verder dat de doelstelling van artikel 8 en 14 van het ontwerp KB niet geheel duidelijk is. Het stelt zich de vraag om welke reden het Instituut de beslissing binnen vier maanden ter kennis moet brengen. Het merkt op dat elke tussenstap aan een bepaalde termijn is onderworpen en de schorsing van de termijn bij de mogelijkheid voor het College om de HREB te raadplegen ook eenvoudiger kan worden opgelost door integratie in het artikel over de goedkeuringsbeslissing van de gelijkwaardigheidsbeslissing van het Instituut. Het lijkt het College niet noodzakelijk om een bijkomende termijn te voorzien voor de kennisgeving van de beslissing, te meer omdat niet steeds het Instituut een beslissing zal nemen in het geval van een verzet door het College.

Om deze redenen stelt het College voor om artikel 8 en 14 te schrappen en artikel 3, § 4, artikel 5, § 3, artikel 5, § 4, artikel 11, § 3 en artikel 11, § 4 van het ontwerp KB te wijzigen. De gewijzigde regeling en de nieuwe bepalingen luiden dan als volgt.

Artikel 3, § 2 van het ontwerp KB (ongewijzigd) blijft als volgt luiden :

“Het Instituut stelt het College binnen een termijn van zes weken na ontvangst van het volledige dossier van aanvraag tot registratie in kennis van de overeenkomstig paragraaf 1 genomen beslissingen.

Het College kan binnen een termijn van een maand na de datum van toezending van de beslissing er zich tegen verzetten. In geval van verzet, treedt de beslissing van het College in de plaats van de beslissing van het Instituut.”

Artikel 3, § 3 van het ontwerp KB (ongewijzigd) blijft als volgt luiden :

“Het College kan het Instituut vragen bijkomende informatie over te maken of specifieke stappen te ondernemen.

In dat geval wordt de termijn bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, geschorst tot de dag waarop het Instituut de aanvullende informatie of het resultaat van de ondernomen specifieke stappen heeft meegedeeld.”

Artikel 3, § 4 van het ontwerp KB (gewijzigd) luidt dan als volgt:

“De termijn bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, wordt geschorst tijdens de goedkeuringsprocedure bedoeld in artikel 5, §§ 3 tot 5 en artikel 11, §§ 3 tot 5.”

Artikel 3, § 5 van het ontwerp KB (nieuw) luidt dan als volgt:

“De beslissingen van het Instituut hebben pas uitwerking na afloop van de termijn waarbinnen het College zich kan verzetten, bedoeld in paragrafen 2, 3 en 4, en worden, eens die termijnen zijn verstreken zonder verzet door het College, geacht door het College te zijn genomen.”

Artikel 5, § 3 (gewijzigd) en artikel 11, § 3 (gewijzigd) van het ontwerp KB luiden dan als volgt:

“Bij gebrek aan een besluit van de Europese Commissie inzake gelijkwaardigheid beoordeelt het Instituut zelf de gelijkwaardigheid en deelt vervolgens zijn beslissing mee aan het College.

Het Instituut deelt deze beslissing mee aan het College samen met haar beslissing bedoeld in artikel 3, § 2.

Het College beschikt over een termijn van een maand na de datum van toezending van de beslissing om zijn goedkeuring te hechten aan de gelijkwaardigheidsbeslissing van het Instituut. In geval van niet-goedkeuring van de gelijkwaardigheidsbeslissing van het Instituut, brengt het College deze beslissing ter kennis aan het Instituut en wordt de gelijkwaardigheidsbeslissing van het Instituut geacht nooit te hebben bestaan.

Na goedkeuring door het College van de beslissing van het Instituut over de gelijkwaardigheid, wordt de door het Instituut genomen beslissing van de gelijkwaardigheid op de website van het Instituut gepubliceerd. Deze beslissing van de gelijkwaardigheid is geldig voor een periode van drie jaar, tenzij de Europese Commissie tijdens die periode anders besluit.”

Artikel 5, § 4 (gewijzigd) en artikel 11, § 4 (gewijzigd) van het ontwerp KB luidt dan als volgt:

“Het College kan het Instituut voor de in paragraaf 3 bedoelde beslissingen vragen bijkomende informatie over te maken of specifieke stappen te ondernemen.

In dat geval wordt de termijn bedoeld in paragraaf 3, geschorst tot de dag waarop het Instituut de aanvullende informatie of het resultaat van de ondernomen specifieke stappen heeft meegedeeld.”

Artikel 5, § 5 (nieuw) en artikel 11, § 5 (nieuw) van het ontwerp KB luidt dan als volgt:

“Het College kan de Hoge Raad raadplegen over de door het Instituut genomen beslissing over de gelijkwaardigheid.

In dit geval deelt de Hoge Raad zijn opmerkingen aan het College mee binnen de zes weken na ontvangst van het verzoek van het College, en wordt de termijn bedoeld in paragraaf 3, geschorst tot de dag waarop de Hoge Raad zijn opmerkingen aan het College heeft meegedeeld."

3.

Artikel 6 van het ontwerp KB vermeldt de gegevens die de auditor van een derde land moet meedelen aan het Instituut.

Het College merkt op dat er geen ondernemingsnummer wordt gevraagd, terwijl dit wel het geval is voor auditororganisaties van een derde land en dit belangrijke informatie is in het kader van het toezicht.

Het College merkt eveneens op dat het begrip "netwerk" wordt gehanteerd in 10° van dit artikel, maar geen verwijzing wordt opgenomen naar artikel 3:56 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

4.

Artikel 9, § 1 en artikel 15, eerste lid van het ontwerp KB leggen aan het Instituut de verplichting op om de auditors of auditororganisaties van een derde land jaarlijks te verzoeken hun gegevens te bevestigen, te wijzigen of aan te vullen.

Artikel 9, § 1 van het ontwerp KB luidt als volgt:

"Jaarlijks verzoekt het Instituut de auditor van een derde land geregistreerd in het openbaar register de volgende gegevens te bevestigen, of indien nodig, te wijzigen of aan te vullen:

1° het adres, het professioneel telefoonnummer en het professioneel e-mailadres van de auditor van een derde land;

2° in voorkomend geval, de gegevens betreffende het netwerk waartoe de auditor van een derde land behoort;

3° de lijst met de in artikel 10, § 3, van de wet bedoelde vennootschappen die door de auditor van een derde land gecontroleerd zijn."

Artikel 15, eerste lid van het ontwerp KB luidt als volgt:

"Het Instituut verzoekt jaarlijks de auditororganisaties van derde landen na te gaan of hun gegevens opgenomen in het openbaar register volledig en actueel zijn. De auditororganisaties van derde landen sturen het Instituut ook jaarlijks een actualisering van de in artikel 12, 14° bedoelde lijst toe."

Een soortgelijke verplichting wordt ook opgenomen in artikel 29, § 1 en artikel 33, § 1 van het ontwerp KB voor de auditors of auditororganisaties van een derde land die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vereenvoudigde registratieaanvraag.

Artikel 29 van het ontwerp KB luidt als volgt:

“Auditors van derde landen die het voorwerp uitmaken van een vereenvoudigde registratie in het openbaar register, bevestigen jaarlijks aan het Instituut dat hun gegevens in het openbaar register volledig en actueel zijn. De auditors van derde landen sturen het Instituut ook jaarlijks een actualisering van de in artikel 26, 6°, bedoelde lijst toe.”

Artikel 33, § 1 van het ontwerp KB luidt als volgt:

“Auditorganisaties van derde landen die van een vereenvoudigde registratie in het openbaar register hebben genoten, bevestigen jaarlijks aan het Instituut dat hun gegevens in het openbaar register volledig en actueel zijn. De auditorganisaties van een derde land sturen het Instituut ook jaarlijks een actualisering van de in artikel 30, 8°, bedoelde lijst toe.”

Het College meent dat het aangewezen is om een eensluidende regeling op te nemen voor de gegevens van de auditors en auditorganisaties van een derde land. De gegevens zijn cruciaal voor het toezicht door het College.

Om deze redenen meent het College dat de auditors en auditorganisaties van een derde land onderworpen moeten zijn aan de verplichtingen die gelden voor in het openbaar register ingeschreven bedrijfsrevisoren.

Dit betekent dat de auditors en auditorganisaties van een derde land uit eigen beweging a) jaarlijks moeten bevestigen dat de op hen betrekking hebbende gegevens (opgenomen in het openbaar) register volledig en actueel zijn, en b) wijzigingen aan hun gegevens zo spoedig mogelijk ter kennis moeten brengen. Dit betekent eveneens dat zij verantwoordelijk moeten worden gehouden voor de juistheid van de meegedeelde gegevens.

Voor deze regeling kan steun worden gezocht in artikel 10, § 1, tweede lid van de wet van 7 december 2016² en artikel 17, § 3 van het koninklijk besluit van 21 juli 2017 betreffende de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor alsook de inschrijving en registratie in het openbaar register van de bedrijfsrevisoren³.

5.

Artikel 10, § 1, 1°, a) bepaalt de registratievoorwaarden voor de auditorganisaties van een derde land.

Deze bepaling luidt als volgt:

“Een auditorganisatie van een derde land wordt in het openbaar register geregistreerd wanneer volgende voorwaarden zijn vervuld:

² Deze bepaling luidt als volgt: “De bedrijfsrevisoren brengen het Instituut zo spoedig mogelijk op de hoogte van elke wijziging van de gegevens opgenomen in het openbaar register. Ze zijn verantwoordelijk voor de juistheid van de meegedeelde gegevens aan het Instituut.”

³ Deze bepaling luidt als volgt: “De bedrijfsrevisoren bevestigen jaarlijks aan het Instituut dat de op hen betrekking hebbende gegevens opgenomen in het openbaar register volledig en actueel zijn.”

1° de meerderheid van de leden van het leidinggevende of bestuursorgaan van de auditorganisatie van een derde land voldoet aan de eisen die gelijkwaardig zijn aan de eisen inzake:

a) betrouwbaarheid, bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, van de wet;”

Het College stelt zich de vraag om welke reden wordt toegelaten dat een minderheid van de leden van het voormelde orgaan niet betrouwbaar is, terwijl een strengere regeling geldt voor bedrijfsrevisoren.

Artikel 6, § 1, 4° van de wet van 7 december 2016 bepaalt dat de vennoten, de leden van het wettelijk bestuursorgaan, de leden van de werkelijke leiding, de vaste vertegenwoordigers van een rechtspersoon of de uiteindelijke begunstigen, bedoeld in artikel 4, 27°, van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, zich niet mogen bevinden in één van in artikel 5, § 1, 2°, bedoelde situaties.

6.

Artikel 16 van het ontwerp KB bepaalt een van de voorwaarden om een vrijstelling te kunnen bekomen voor het systeem van de kwaliteitscontrole.

Deze bepaling luidt als volgt:

“De bepalingen van de wet met betrekking tot het publiek toezicht, de kwaliteitscontrole, het toezicht en de onderzoeken en sancties zijn van toepassing op auditors en auditorganisaties van derde landen die, overeenkomstig artikel 10, § 3, van de wet, in het openbaar register zijn geregistreerd.”

Het College meent dat volgens het grondbeginsel van de rechtszekerheid de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk moet zijn, zodat de rechtzoekende in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien op het tijdstip dat die handeling wordt verricht.

Het College kan op basis van de omschrijving bepaald in artikel 16 van het ontwerp KB niet bepalen welke artikelen van de wet van 7 december 2016 van toepassing zijn. Dit klemt des te meer wanneer de structuur van de wet van 7 december 2016 ook niet overeenstemt met de in artikel 16 gehanteerde begrippen.

Bovendien meent het College dat het noodzakelijk is dat het koninklijk besluit uitdrukkelijk bepaalt dat zowel het College (het Comité en de secretaris-generaal) als de sanctiecommissie van de FSMA kunnen optreden ten aanzien van de auditor of auditorganisatie van een derde land en zij daarvoor gebruik kunnen maken van hun bevoegdheden. De bepalingen van de wet van 7 december 2016 bevatten in de meeste gevallen immers geen verwijzing naar de auditor of auditorganisatie van een derde land. Op grond hiervan is het College van oordeel dat de bevoegdheidstoewijzing en het sanctieapparaat niet zonder meer kunnen gelden door een verwijzing op te nemen naar bepaalde artikelen van de wet van 7 december 2016.

7.

Artikel 28 en artikel 32 van het ontwerp KB regelt de beslissingstermijn van het Instituut voor de vereenvoudigde registratieaanvragen van auditors en auditororganisaties van een derde land.

Artikel 28 van het ontwerp KB luidt als volgt:

“Het Instituut stelt de auditor van een derde land binnen een termijn van een maand na ontvangst van het volledige dossier van de vereenvoudigde registratieaanvraag door het Instituut in kennis van zijn beslissing.”

Artikel 32 van het ontwerp KB luidt als volgt:

“Het Instituut stelt de auditororganisatie van derde land binnen een termijn van een maand na ontvangst van het volledige dossier van de vereenvoudigde registratieaanvraag door het Instituut in kennis van zijn beslissing.”

Het College meent dat de regeling bepaald in artikel 3, § 2 e.v. van het ontwerp KB ook van toepassing moet zijn op deze beslissingen. Het College is eindverantwoordelijke voor deze beslissingen, zoals vermeld in artikel 3, § 1 van het ontwerp KB.

Het College meent verder dat de doelstelling van artikel 28 en 32 van het ontwerp KB niet geheel duidelijk is. Het stelt zich de vraag om welke reden het Instituut de beslissing binnen een maand ter kennis moet brengen. Het merkt op dat, in het voorstel van het College, elke tussenstap aan een bepaalde termijn is onderworpen. Het lijkt het College niet noodzakelijk om een bijkomende termijn te voorzien voor de kennisgeving van de beslissing, te meer omdat niet steeds het Instituut een beslissing zal nemen in het geval van een verzet door het College.

Hoogachtend,

Bénédicte VESSIÉ
Voorzitter